

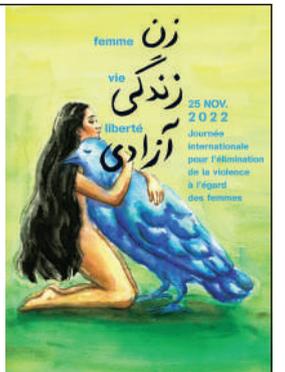
Le journal de La Courneuve

regards

**Femme vie
liberté**

Une mobilisation
internationale
contre les
violences.

P.4-5



N° 587 du jeudi 17 au mercredi 30 novembre 2022

Économisons l'énergie

ORIENTATION

Métiers techniques :
les femmes aussi
ont leur place.

P.6

DIABÈTE

Le CMS organise
un dépistage
itinérant.

P.7

CLASSES DE NEIGE

La Ville en appelle
à vos souvenirs pour
son exposition.

P.11

AGENDA

Les dates des ateliers
pour les États
généraux du sport.

P.15

lacourneuve.fr



Le cirque en grand

De la danse et du jonglage avec la compagnie Nicanor de Elia, de la musique et un numéro d'équilibre sur fil de fer avec la compagnie La Fauve : c'était le riche programme proposé au centre culturel Jean-Houdremont le samedi 12 novembre, à l'occasion de la Nuit du cirque organisée en partenariat avec la Maison des jonglages. Et entre les deux spectacles, l'association Alo do Alomin a régalé les petit-e-s et grand-e-s d'un concert et d'un buffet.

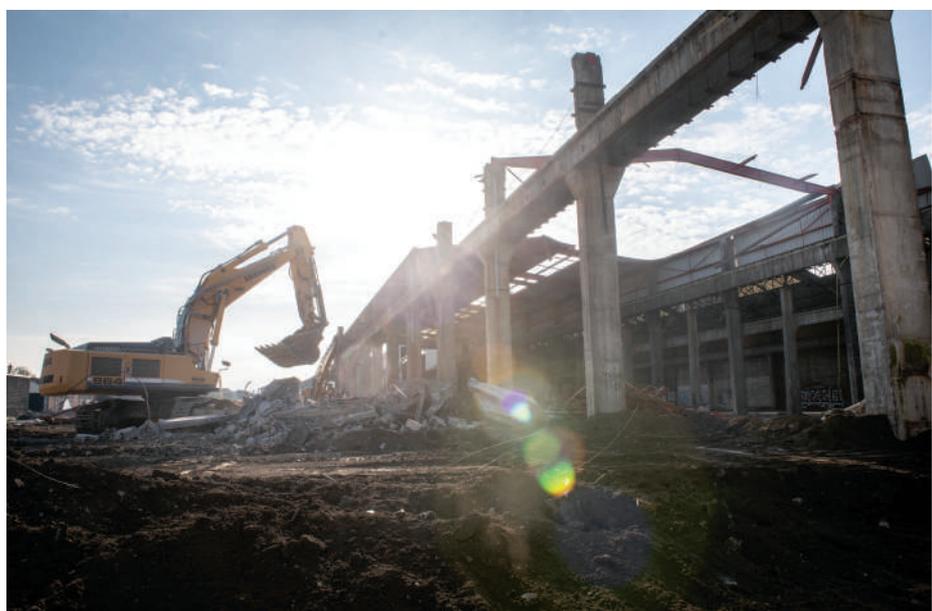


L'art dans les quartiers. Depuis le 9 novembre, des peintures, photos et sculptures choisies par des bénévoles de la Maison pour tous Youri-Gagarine dans la Collection départementale d'art contemporain de Seine-Saint-Denis sont exposées à la MPT. Centrée sur la nature, cette exposition a été conçue en partenariat avec le Département et le service Culture de la Ville.



Faire vivre le droit à l'emploi. L'équipe municipale poursuit ses rencontres avec les habitant-e-s, ici au carrefour du Chêne, pour collecter leurs CV et recueillir leurs sentiments dans le cadre de la « bataille pour l'emploi » lancée fin octobre. Objectif : faire pression sur les employeur-se-s pour qu'ils et elles jouent le jeu du recrutement local et de la formation.

Léa Desjours



KDI, c'est vraiment fini. Les travaux de démolition de l'ancienne usine de fabrication de matières plastiques ont pris une dimension particulière avec la destruction du mur qui donnait sur l'avenue Gabriel-Péri. Bientôt, c'est un centre-ville qui s'érigera à la place, avec des logements, des commerces, un groupe scolaire...

L.D.



Devoir de mémoire. Le 11 novembre, le maire Gilles Poux, l'adjoint délégué à la mémoire commémorative Bacar Soilihi et de nombreux autres élu-e-s ont célébré l'anniversaire de l'Armistice de 1918. La cérémonie s'est tenue au cimetière des Six-Routes, en présence de représentants d'anciens combattants et de cadets et de bénévoles de la Protection civile.

Meyer



Gilles Poux,
maire

Pour nos enfants !

« Les enfants ont des droits, qu'ils soient "des trottoirs de Manille, de Paris ou d'Alger", en référence à la chanson de Maxime Le Forestier « Être né quelque part ». C'est ce qu'affirme la Déclaration des droits de l'enfant adoptée par l'ONU le 20 novembre 1959. Elle fait valoir dix principes pour leur permettre de bénéficier d'une "enfance heureuse" et "invite les parents, les hommes et les femmes à titre individuel, ainsi que les organisations bénévoles, les autorités locales et les gouvernements nationaux à reconnaître ces droits et à s'efforcer d'en assurer le respect." »

Le monde des adultes a des devoirs vis-à-vis des droits des enfants.

Et si nous savons que les enfants de La Courneuve subissent les conséquences des injustices sociales et inégalités territoriales vécues par leurs parents, leurs envies de joie, de découverte, de "vie heureuse" ne sont pas moins fortes qu'ailleurs. Bien au contraire ! Des investissements dans l'école à l'accueil des petit-e-s, des classes de neige à l'aide aux pratiques sportives en passant par les séjours vacances, La Courneuve prend donc ses responsabilités pour que ses enfants vivent une enfance épanouissante. Malgré toute notre bienveillance, nous sommes conscients qu'il est nécessaire de se questionner régulièrement sur ce que l'on pourrait faire de plus et de mieux. Comme il est nécessaire que l'ensemble des actrices et acteurs de l'enfance s'engagent. Peut-on accepter que des enfants soient encore maltraités en 2022 ? Où en sont les moyens de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) ? Ne faut-il pas s'interroger collectivement sur la place, de plus en plus importantes, des "écrans" dans le développement des plus jeunes ? Et les villes ne doivent-elles pas solliciter l'avis des enfants ? À ce titre, je félicite le travail plein d'à-propos du Conseil communal des enfants. Le samedi 26 novembre, à l'école Louise-Michel, je vous invite à débattre de comment, ensemble, nous agissons pour le présent et l'avenir des petit-e-s courneuvien-ne-s. »

Violences faites aux femmes

Un combat sans frontières

Partout, les filles et les femmes sont les premières victimes des situations de crise. Pour faire évoluer les choses, il est important de partager expériences et connaissances au niveau international.



La guerre en Ukraine a poussé de nombreuses femmes à l'exil.

C'est une arme à déflagrations multiples, qui blesse, humilie et terrorise, qui ne vise pas seulement la victime mais aussi sa famille, sa communauté, son peuple. En Ukraine, les agressions sexuelles et les viols perpétrés par les forces russes constituent « une stratégie militaire » et « une tactique délibérée pour déshumaniser les victimes », explique Pramila Patten, la Représentante spéciale des Nations Unies chargée des violences sexuelles dans les conflits. Même chose dans les guerres en Syrie, en République démocratique du Congo, en Birmanie... Si ces violences n'épargnent pas les garçons et les hommes, elles concernent principalement les filles et les femmes. Parce que leur corps sont les premiers exposés et leurs droits les premiers oubliés en temps de crise. « Le mouvement féministe est important en Palestine, mais le combat pour les droits des femmes a été mis de côté, reporté à cause de l'occupation israélienne : c'est la lutte pour l'indépendance qui a la priorité », confirme ainsi Maysoun Dawoud, fondatrice et directrice du centre culturel pour les enfants et les jeunes de la ville de Jénine en Cisjordanie, territoire palestinien occupé par Israël

depuis 1967. Ce mardi 8 novembre, elle est l'invitée d'honneur de la conférence-débat organisée à la Maison de la citoyenneté (MDC) James-Marson dans la perspective de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes du 25 novembre, en présence du maire Gilles Poux et de nombreux élu-e-s. « Et nous sommes confrontés à plein d'autres problèmes au quotidien : les incursions militaires, le chômage, les difficultés d'accès à la nourriture, à l'eau potable et à l'électricité... »

La défense des droits humains

Il n'empêche. Avec l'aide de l'Observatoire départemental des violences envers les femmes de Seine-Saint-Denis, la militante palestinienne se démène pour créer une structure semblable à Jénine. Ses objectifs? Sensibiliser les jeunes aux violences conjugales; former les professionnel-le-s et acteur-ric-e-s de terrain qui prennent en charge et accompagnent les femmes victimes de violences, et instaurer des solutions de mise à l'abri. « Les violences faites aux femmes sont universelles, les réponses le sont aussi, remarque Ernestine Ronai, responsable



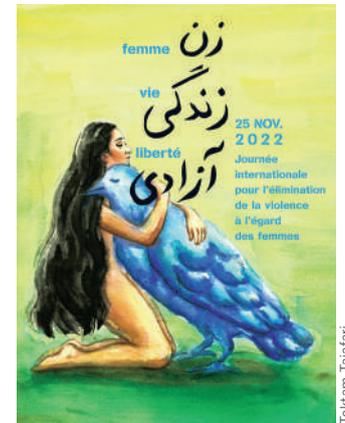
Maysoun Dawoud, Ernestine Ronai et Zoé Cerutti.

de l'observatoire du 93, qui cherche à exporter son savoir-faire au-delà des frontières. On a besoin de moyens supplémentaires et on doit encore faire reculer la tolérance sociale vis-à-vis de ces violences. Mais le combat grandit, il ne faut pas désespérer! » En temps de crise ou de paix, ici ou là-bas, chez soi comme dans la société, les droits des femmes sont des droits humains. ● Olivia Moulin

1 femme sur 3
dans le monde subit
de la violence physique
ou sexuelle au cours de sa vie.

Rencontre avec Toktam Tajafari, artiste iranienne

Ce corps que l'on nous prend !



Dans cette révolution, les femmes sont devant ! C'est notre façon de nous battre pour récupérer le corps que l'on nous a pris. Lorsqu'en Iran j'étais encore étudiante en arts, les modèles ne posaient pas nus en public. Mais avec les étudiants et certains professeurs, il y avait parfois moyen de trouver de petites ouvertures. Tout cela correspond à mon éducation. Pourtant, je suis convaincue qu'au fond de moi je n'ai jamais accepté cela, je voulais m'en libérer. Pour moi, la nudité est naturelle, elle est spirituelle aussi. Et puis comment penser l'art sans le corps? » Pour Toktam Tajafari, 37 ans, créer est une nécessité. Aujourd'hui, la jeune femme vit au rythme du combat que livrent les Iraniennes, en Iran et partout ailleurs. Établie en France depuis 2012, l'artiste plasticienne s'est vue confier par la Ville de La Courneuve la création de l'affiche illustrant la Journée internationale pour l'élimination de la violence envers les femmes, le 25 novembre prochain. En quelques coups de crayon, elle esquisse une femme nue, les yeux clos, qui serre un oiseau dans ses bras. Une manière peut-être d'adoucir les âmes : « J'ai souhaité mettre de la distance entre moi et les images violentes que l'on a beaucoup vues. La femme a toujours été présente dans mon travail, l'humain de façon générale. Et puis j'avais envie d'une image intemporelle que chacun peut interpréter librement. C'est important pour moi. L'imaginaire et le rêve, c'est ce qui nous sauve. » Quant à cet oiseau bleu, Toktam Tajafari avoue qu'il s'invite souvent dans ses créations ces temps-ci : « Je ne sais pas pourquoi mais je le laisse faire. Qui sait? Il est peut-être le signe d'une liberté à venir pour l'Iran. » ● Mariam Diop

LA PAROLE À... Yasmina Stokic, adjointe au maire déléguée aux batailles en faveur de l'égalité femme-homme



« La majorité municipale a commencé la mise en œuvre du budget genré »

REGARDS : Deux ans après les élections municipales, quelles sont les principales réalisations de la délégation en charge des batailles pour l'égalité femme-homme ?

YASMINA STOKIC : Pendant la pandémie de Covid, de nombreuses femmes ont été en première ligne parce qu'elles occupent des métiers essentiels. Nous avons tenu à les mettre à l'honneur le 8 mars 2021. Plusieurs initiatives ont par ailleurs permis de réinterroger la place des femmes dans cette société patriarcale : actions avec les clubs locaux sur le sport au féminin à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes ou événements culturels comme des débats. En 2021, la majorité municipale a aussi commencé la mise en œuvre du « budget genré ».

R. : Où en est le déploiement de ce budget ?

Y. S. : Dès 2021, avec un cabinet spécialisé, les directions municipales ont été sensibilisées à cette démarche et en 2022, elles ont travaillé leur budget dans ce sens. Trois d'entre elles (Jeunesse, Prévention Sécurité et Culture) ont ainsi abouti à des décisions politiques dès le budget 2023. C'est un travail très pointilleux. La présentation du prochain budget nous permettra de faire un point. Je voudrais saluer ici l'engagement des agents et agentes qui assurent ce déploiement. Outre ce premier travail, une formation sensibilisera les agent-e-s et responsables de service à cette thématique.

R. : Quels sont les moyens engagés pour accompagner les femmes victimes de violences ?

Y. S. : Une intervenante sociale à plein temps, cofinancée par la municipalité, est en permanence au commissariat pour aider et orienter les femmes, notamment vers des juristes et des médecins, leur

expliquer la procédure pénale et leurs droits. Des travailleuses sociales sont également mobilisés. Il y a une permanence en psychotraumatologie au Centre municipal de santé et nous finançons des permanences à la Maison de la justice et du droit. Le 25 novembre, nous installerons des violentomètres dans l'espace public (*lire encadré ci-dessous*).

R. : Quels sont les combats qui vous tiennent à cœur ?

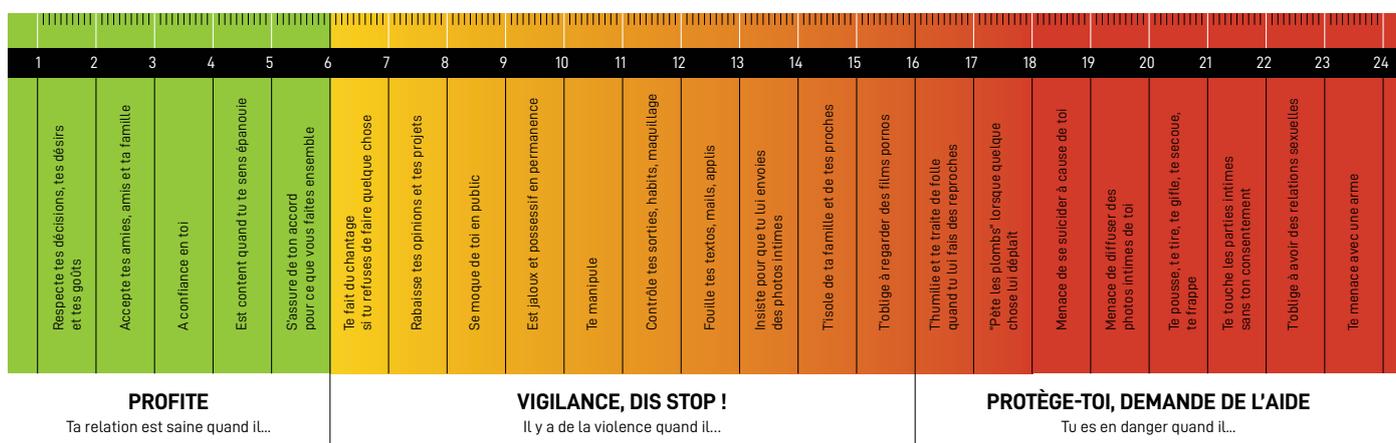
Y. S. : Je suis très sensible à la question de l'insécurité, notamment lors des déplacements. Avec la nuit qui tombe très vite, nous, les femmes, pouvons ressentir de l'inquiétude dans les rues. Dès ma prise de responsabilité, j'ai mené cette bataille pour gagner le droit de circuler en toute sécurité. J'ai ainsi proposé qu'on teste dans notre ville une application téléphonique géolocalisée, déjà utilisée ailleurs comme à Marseille, en lien avec les services de police. ● **Propos recueillis par O. M.**

Des violentomètres dans l'espace public

Vert : « Profite ». Orange : « Vigilance, dis stop ». Rouge : « Protège-toi ». Ces couleurs sont celles du violentomètre, une échelle graduée de comportements types chez son partenaire qui permet aux femmes d'évaluer si leur relation est saine ou dangereuse. Non, la possessivité et la jalousie ne sont pas des preuves d'amour. Non, le fait de donner une gifle ne doit pas être minimisé. Engagée de longue date dans la lutte pour les droits des femmes, la municipalité va installer cet outil de prévention sur le parvis du pôle administratif Mécano, aux Quatre-Routes et dans le quartier de la Gare.

Lutter contre les violences faites aux jeunes femmes

Le violentomètre



VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : LES CONTACTS UTILES

EN CAS D'URGENCE

Appelez le **17** ou envoyez un SMS au **114** pour joindre la police ou la gendarmerie, appelez le **15** pour joindre le Samu, le **18** pour les pompiers ou le **112** (qui centralise tous les numéros d'urgence).

Pour signaler une violence, déposer plainte ou une main courante, vous pouvez vous faire accompagner par l'intervenante sociale du commissariat de police (16, place du Pommier-de-Bois, La Courneuve, tél. : **06 37 71 33 21**, accueil sur rendez-vous du lundi au vendredi, de 10h à 18h) ou par un ou une gendarme ou policier-ère en ligne, sur le portail : <https://www.service-public.fr/cmi> (service gratuit et anonyme, accessible 24 h/24 et 7 j/7).

POUR ÊTRE ÉCOUTÉE, INFORMÉE, ORIENTÉE

Vous pouvez appeler le **39 19** (Violences Femmes Info, ligne gratuite et anonyme, accessible

24 h/24 et 7 j/7) ou le **0 800 05 95 95** (Viols Femmes Informations, ligne gratuite et anonyme, accessible du lundi au vendredi, de 10h à 19h). Vous pouvez vous tourner vers l'assistante sociale du Centre municipal de santé (2, mail de l'Égalité, La Courneuve, tél. : **06 29 87 63 43**), vers l'intervenante sociale du commissariat de police (16, place du Pommier-de-Bois, La Courneuve, tél. : **06 37 71 33 21**, accueil sur rendez-vous du lundi au vendredi, de 10h à 18h) ou les associations Africa (1, rue Frédéric-Joliot-Curie, tél. : **01 48 36 95 74**), Femmes Solidaires 93 (25, rue du Chemin-vert, tél. : **09 71 47 83 04**) et SOS Femmes 93 (128, rue Baudin, Bondy, tél. : **01 48 48 62 27**, du lundi au vendredi, de 14h à 17h).

POUR FAIRE CONSTATER OU SOIGNER DES BLESSURES PHYSIQUES ET PSYCHOLOGIQUES

Vous pouvez vous rendre au Centre municipal de santé Salvador-Allende (2, mail de l'Égalité,

La Courneuve, tél. : **01 49 92 60 60**), à la Maison des femmes (1, chemin du Moulin-Basset, Saint-Denis, tél. : **01 42 35 61 28**, en cas d'urgence, accueil du lundi au vendredi, de 9h à 17h), à l'hôpital Jean-Verdier (unité médico-judiciaire, avenue du 14-Juillet, Bondy, tél. : **01 48 02 65 06**, accueil sur rendez-vous), et à l'hôpital Avicenne (125, route de Stalingrad, Bobigny, tél. : **01 48 95 55 55**).

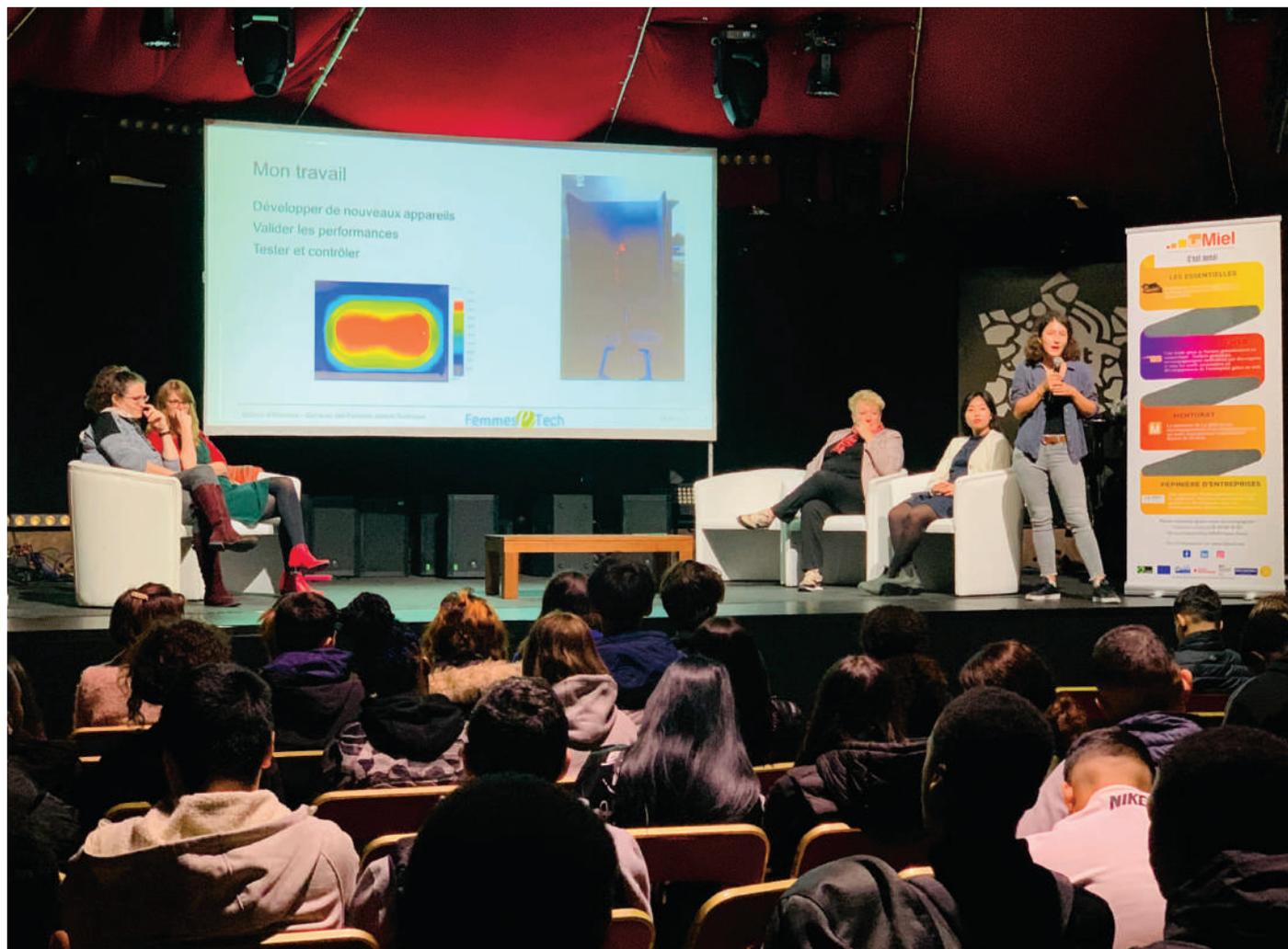
POUR ÊTRE AIDÉE DANS LES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES

Vous pouvez faire appel à la Maison de la justice et du droit (2, avenue de la République, La Courneuve, tél. : **01 49 92 62 05**), au Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (1, rue Pierre-Curie, La Courneuve, **01 48 36 99 02**), à l'association SOS Victimes 93 (5, rue Carnot, Bobigny, **01 41 60 19 60**) et au Centre communal d'action sociale (58, avenue Gabriel-Péri, La Courneuve, tél. : **01 49 92 61 00**).

Égalité femme homme

Une tech plus inclusive

Les carrières scientifiques et techniques sont encore vues comme des « métiers d'homme ». Des lycéen-ne-s ont constaté qu'il n'en est rien, grâce à une matinée d'échanges avec des femmes qui ont choisi la tech.



Hanna Irani fait découvrir son métier d'ingénieure aux lycéen-ne-s afin d'encourager les femmes vers les professions techniques.

Le 8 novembre, au Point Fort à Aubervilliers, la pépinière d'entreprises, la Miel, organisait une matinée d'échanges avec des lycéen-ne-s afin d'encourager les femmes à travailler dans l'électronique, l'environnement ou l'énergie. Des secteurs encore vus comme pourvoyeurs de « métiers d'homme ». Et si les femmes sont déjà rares dans les effectifs, statistiquement, elles seront encore moins nombreuses à y créer leur entreprise.

Ainsi, l'an dernier, 35% des entreprises individuelles ont été fondées par des femmes*, et cela surtout dans l'éducation ou le commerce de proximité. Pourtant, formation et entrepreneuriat peuvent se conjuguer au féminin dans le secteur de la tech, si l'on en croit Hanna, Janine, Mélanie, Kaïna, Nhi, Martina, Danièle, Anne-Sophie, Meroïa ou Séverine... Toutes ont des cursus scolaires et des métiers variés, toutes sont rattachées au territoire de Plaine Commune parce qu'elles y sont nées ou y travaillent. « J'ai su assez tôt que je voulais être entrepreneure », explique Meroïa Sahmi qui s'est installée à la pépinière d'entreprises.

Mais je n'avais aucune idée du chemin à suivre pour y arriver. Je l'ai trouvé dans l'alternance, dès le BEP. » Les études classiques : classes prépa, écoles d'ingénieurs ne sont donc pas les seules voies à emprunter. « J'ai créé ma première entreprise à 17 ans, mais j'ai appris à développer et à coder à 40, tient à dire Séverine Bourlier, consultante, pour répondre à une question sur la formation venue de la salle. Si le diplôme est encore un gage de réussite pour trouver un emploi qui vous plaît, les moyens d'y parvenir sont variés. »

Prendre confiance en soi

« J'ai grandi dans le quartier Edgar-Quinet et comme les jeunes présents ici, j'ai connu le manque de confiance en moi, je me suis posé la question de la légitimité », indique Janine Irani, ingénieure production, à l'issue de la matinée. « À leur âge, j'aurais aimé entendre des récits de vie concrets comme ceux qu'on partage aujourd'hui. C'est d'autant plus important pour les filles, qui peuvent

s'identifier à nous. » Objectif atteint, d'après Assetou Diarra, Courneuvienne en 1^{re} sciences et technologies de l'industrie et du développement durable (STI2D) au lycée d'Aubervilliers, qui repart « inspirée et convaincue » : « Moi, je serai ingénieure dans l'environnement. L'an dernier, j'ai hésité à m'inscrire dans cette filière, mais entendre ces femmes ce matin, ça motive. » ● Sylvie Spekter

*Insee - Créations d'entreprises - janvier 2022.

Pour aller plus loin

Un site d'information et de promotion des métiers techniques auprès des jeunes, et notamment des femmes : Femmestech.fr



Martina Kost, animatrice de Femmes Tech.

Janine Irani

Une orientation désorientée

Quand Janine Irani raconte son parcours, qui l'a menée du lycée Jacques-Brel jusqu'en Chine et en Allemagne, forcément, ça parle au public lycéen venu avec ses questions et ses inquiétudes. « Dès le lycée, on m'a proposé de devenir traductrice, parce que j'avais de bonnes notes en anglais et en allemand. C'était la solution de facilité, mais surtout un manque d'imagination. À ce moment-là, il y a eu une rencontre avec des élèves ingénieurs, mais ils venaient tous d'écoles privées très chères. J'aimais la technique, alors j'ai commencé par un DUT en génie mécanique et j'ai continué à me former en travaillant. J'ai atteint les responsabilités et l'expérience d'un chef de projet mais sans en avoir la paye. Grâce à la validation des acquis de l'expérience (VAE), je suis désormais ingénieure, cheffe de projet en planification de production. Je gère la mise en service de nouvelles usines automobiles Smart, Mercedes-Benz ou Porsche, depuis les plans jusqu'à la mise en route, en passant par le suivi de chantier. » ● s. s.

Hanna Irani

C'est quoi une ingénieure ?

Hanna Irani est la cadette de Janine. Elle a, de son côté, choisi une voie plus classique et obtenu un diplôme d'ingénieure laboratoire en génie électrique. « Quand je me suis lancée dans les études, je ne savais pas vraiment expliquer ce que ça voulait dire, sur quel métier concret ça pouvait déboucher. Les rencontres avec des jeunes, comme celle de ce matin, sont fondamentales pour leur expliquer la diversité des métiers qu'on peut exercer. Aujourd'hui, je peux leur détailler ce que je fais chez Gaggenau Industrie, qui fabrique de l'électroménager de luxe. Je travaille à l'innovation et au développement de nouveaux appareils, je fais le suivi de toute la partie essais, je valide la certification et l'homologation de l'appareil pour le commercialiser dans différents pays. Cela fait maintenant huit ans que je travaille et c'est passé tellement vite que cela me paraît incroyable. Faire un métier qui nous plaît, c'est important, d'autant qu'avec les réformes des retraites, il faut tenir longtemps... Et ce serait dommage de passer à côté juste parce qu'on n'en a pas entendu parler concrètement au lycée ou dans son entourage. » ● s. s.

Le diabète, enjeu de santé majeur

Dans le cadre de la Journée mondiale du diabète, la Ville et la communauté professionnelle territoriale de santé ont organisé une opération de dépistage aux Quatre-Routes. Objectif : faire connaître cette maladie chronique, sa prise en charge et surtout les moyens de la prévenir.

Depuis sa création en 1991, la Journée mondiale du diabète, organisée le 14 novembre, est le symbole d'une mobilisation collective. La Ville est impliquée de longue date dans la prévention de cette maladie qui touche plus de quatre millions de personnes en France. « Il s'agit d'une pathologie chronique et le patient peut rester très longtemps asymptomatique, c'est-à-dire sans aucun symptôme visible. Elle peut pourtant entraîner de nombreuses complications, touchant les nerfs, le cœur, les artères, les yeux, les pieds, les reins ou encore les dents ! Il faut donc la dépister le plus vite possible afin d'éviter ces complications », souligne Marine Ray, responsable de l'unité de santé publique du Centre municipal de santé (CMS). Pour elle, les facteurs de risque sont connus : obésité et sédentarité. « Ce sont heureusement deux problèmes accessibles à la prévention. Mais l'âge et la précarité financière peuvent aussi être des facteurs aggravants. » Si l'on estime qu'environ 5% de la population française est diabétique, ce taux serait de 7,5% à La Courneuve, d'après les données de l'Assurance maladie.

« Trop d'habitants de ce département sont éloignés du système de santé. C'est pour cela qu'il nous faut mener sans relâche des actions de sensibilisation », insiste Marine Ray, qui ajoute que la municipalité est impliquée depuis une dizaine d'années dans la prévention du diabète. L'été dernier, la Ville avait organisé une opération semblable à La Courneuve Plage.

Dépistage sur le marché

Renouvelée le 15 novembre au marché des Quatre-Routes, cette initiative a été réalisée en partenariat avec la communauté territoriale de santé regroupant les professionnel-le-s d'un même territoire (CMS, médecins de ville, infirmières libérales, pharmacien-ne-s, etc.) qui souhaitent s'organiser autour d'un projet. Ce matin-là, Safia Kheladi, animatrice en santé publique au sein du CMS, interpelle avec bienveillance les passant-e-s pour leur proposer un dépistage gratuit. Les réactions sont diverses, mais bon nombre acceptent très volontiers, à l'instar de Miloud, 54 ans, qui ne s'est jamais fait dépister jusqu'alors. « Je n'y avais jamais pensé, mais comme des personnes de ma famille l'ont, c'est bien de le faire », estime celui qui est grutier de profession et, à ce titre, dit ne pas manquer d'activité physique.



Les Courneuvien-ne-s ont bénéficié d'un dépistage gratuit le 15 novembre.

Une maladie qui se soigne, mais ne se guérit pas

« Je crois que mon taux est à la limite en ce moment », confie Stella, qui se décide à franchir le pas, tout en se demandant « si c'est douloureux », tandis qu'à côté d'elle, Kardaoui, un peu inquiet, sent qu'il a « peut-être le diabète ». L'homme est heureux de se voir proposer un dépistage, tout en assurant que « trop de personnes ne prennent pas cette maladie assez au sérieux ». À quelques pas de là, la pharmacie du Soleil, comme d'autres officines, s'est associée à l'opération. Alexandre Ruiz, son responsable, précise qu'il propose des dépistages toute l'année : « Mais il faudrait multiplier ces actions de terrain. Se faire dépister ne coûte rien, peut sauver votre vie et, quand on est enceinte, sauver celle de votre enfant. »

Malgré la recherche médicale qui avance, le diabète reste une maladie qui se soigne très bien, mais ne se guérit pas. Il faut donc, toute sa vie, se surveiller, garder de bonnes habitudes alimentaires, pratiquer une activité physique et, le cas échéant, prendre régulièrement son traitement. ● Daniel Georges



Officiellement, 4 millions de Français-e-s sont touchés par le diabète. Mais nombreux sont celles et ceux qui ignorent en être porteurs.

L. D.

LE DIABÈTE, QU'EST-CE QUE C'EST ?

C'est une maladie chronique qui apparaît lorsque le pancréas ne produit pas suffisamment d'insuline (l'hormone qui régule la concentration de sucre dans le sang) ou lorsque l'organisme n'utilise pas correctement l'insuline qu'il produit. Un diabète est avéré lorsque la glycémie à jeun est égale ou supérieure à 1,26 g/l à deux reprises ou égale ou supérieure à 2 g/l à n'importe quel moment de la journée. Le nombre de personnes souffrant de diabète a pratiquement quadruplé depuis 1980 : on estime aujourd'hui que 5% de la population française est concernée. La prévalence de la maladie augmente dans le monde entier, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les causes sont complexes, mais cette hausse s'explique en partie par l'augmentation du nombre de personnes en surpoids.

Cap sur la sobriété

Dans un contexte d'urgence climatique et de hausse du coût de l'énergie, la population a de quoi être inquiète. Pour limiter les effets de la crise et réduire sa facture, la Ville prend une série de mesures.

A lors que les dépenses explosent, place désormais aux économies d'énergie ! Mais au fait, la sobriété énergétique, c'est quoi ? Selon le Haut Conseil pour le climat, « c'est une démarche qui vise à réduire les consommations d'énergie par des changements de comportement, de mode de vie et d'organisation collective. Elle consiste tout d'abord à nous interroger sur nos besoins, puis à adapter nos usages à ces besoins ».

Car le contexte géopolitique actuel et ses conséquences sur les prix des énergies a eu un impact significatif en 2022 sur les factures de la collectivité. Les projections vont jusqu'à une augmentation de +132 % du prix de l'électricité et +700 % du prix du gaz pour 2023. L'impact est évalué

à +2 millions d'euros pour la Ville. Si la maîtrise des prix des énergies est relativement incertaine et ne relève pas de la Ville, celle-ci cherche à identifier et mettre en œuvre tous les leviers propres à maîtriser les consommations municipales.

Cet enjeu, qui se pose avec une acuité extrême cette année, s'inscrit par ailleurs pleinement dans le cadre de l'Agenda 2030. Ce dernier, adopté par le conseil municipal du 13 octobre, prévoit les mesures nécessaires pour engager la collectivité dans un objectif de réduction de 55 % de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, avec un plan de rénovation énergétique des bâtiments communaux, la promotion des écogestes, une évolution des modes de déplacement, ou encore un plan de responsabilité sociale et environnementale de l'administration.



Le renouvellement de l'éclairage public, rue de Genève.



L'éclairage par LED du stade Géo-André.

19°C dans les bâtiments publics

Ainsi, la Ville a décidé d'un certain nombre d'actions concrètes pour faire baisser sa facture énergétique. L'une des mesures les plus emblématiques est la baisse des températures de chauffe dans les bâtiments publics. Il s'agit en réalité d'un retour à ce qui se faisait avant le Covid. En effet, lors de la crise sanitaire, les températures avaient été augmentées, puisque les consignes imposaient l'aération régulière des locaux. Ce n'est aujourd'hui plus le cas et, désormais, les crèches seront chauffées à 22°C, les écoles maternelles et les locaux de santé à 21°C, les écoles élémentaires à 19°C et les gymnases à 15°C. Tous

les autres bâtiments publics le seront à 19°C. Un retour à la normale qui doit permettre de réduire la consommation de chauffage. Tout comme les nombreux travaux de rénovation énergétique menés dans les bâtiments les plus vétustes. La Ville doit par ailleurs se mettre en conformité avec le « Décret tertiaire », qui concerne les bâtiments de plus de 1 000 m² occupés par les activités du secteur tertiaire (commerces, bureaux, santé, enseignement, infrastructures collectives destinées aux sports, aux loisirs, etc.) et tous les endroits recevant du public. Il prévoit une réduction de la consommation d'énergie dans ces lieux, avec un objectif d'au moins 40 % en 2030, 50 % en 2040 et 60 % en 2050. ● Daniel Georges

été énergétique

Le plan d'urgence de Plaine Commune Habitat

Face à la crise énergétique et à la flambée du prix des énergies, Plaine Commune prend toutes les mesures possibles pour atténuer les retombées sur les locataires – particulièrement sensibles aux fluctuations économiques – et préserver ses propres ressources, et donc sa capacité à investir. L'organisme va ainsi mettre en place une série d'engagements concrets dans les mois qui viennent. Outre des économies d'énergie dans ses propres locaux, il s'engage à régler, dans les logements de son parc, le chauffage collectif à 19°C et les chauffe-eau individuels à 55°C. De plus, des ateliers sur les écogestes seront proposés, notamment pour les ménages en surconsommation d'eau et ceux nouvellement arrivés. Des recommandations seront aussi données via la quittance de loyer. Enfin, une campagne encouragera l'utilisation des escaliers. Comme le rappelle Adrien Delacroix, son président, « *Plaine Commune Habitat est déjà largement engagé dans une démarche de réduction de la consommation des énergies pour ses locataires. Nous menons une politique ambitieuse d'entretien du bâti existant et de réhabilitations thermiques* ». Depuis 2014, 3 342 logements ont ainsi fait l'objet d'une réhabilitation. Et près de 4 600 logements supplémentaires seront concernés d'ici à 2028. Les travaux réalisés permettent une diminution de la consommation des locataires, comprise entre 15 et 20 % par an et par logement, selon l'usage locatif. Cela réduit d'autant les charges et préserve le pouvoir d'achat des locataires. ●

Une Journée contre la précarité énergétique

Ce type de précarité concerne les ménages vivant dans des passoires énergétiques, ceux qui sont en situation d'effort énergétique excessif et ceux qui déclarent avoir régulièrement froid à leur domicile du fait de restrictions volontaires liées à leur situation financière ou du fait de leurs conditions d'habitat. D'après ces indicateurs, 5,6 millions de ménages seraient en précarité énergétique en France, dont 2,3 millions de ménages modestes, soit 20,4 % des ménages. Le 24 novembre prochain aura lieu la Journée contre la précarité énergétique, qui verra fleurir des initiatives sur l'ensemble du territoire français. À cette occasion, les Compagnons bâtisseurs proposeront un atelier intitulé « Qualité de l'air intérieur ». Son objectif : comprendre le fonctionnement et l'importance d'une bonne qualité de l'air intérieur et identifier les bonnes et mauvaises habitudes au sein de son logement. Mais aussi mieux maîtriser les systèmes de ventilation pour prévenir les risques sur la santé et préserver le cadre de vie. Un point sera également fait sur les produits de nettoyage qui, mal sélectionnés ou mal utilisés, peuvent être une source de pollution, et donc nocifs pour la santé. L'association proposera ainsi quelques recettes simples pour fabriquer soi-même des produits efficaces et 100 % bio. ●

Animation « Qualité de l'air intérieur » :
mercredi 23 novembre, de 14h30 à 16h30,
au 28, avenue du Général-Leclerc.

7 000

logements chauffés par géothermie
à La Courneuve, ce qui divise par trois
la facture des ménages.

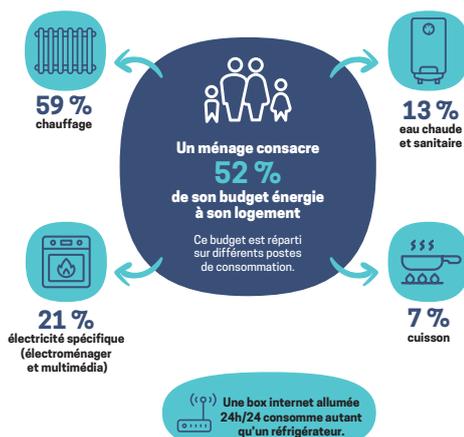
Léa Desjours

DES CONSEILS GRATUITS

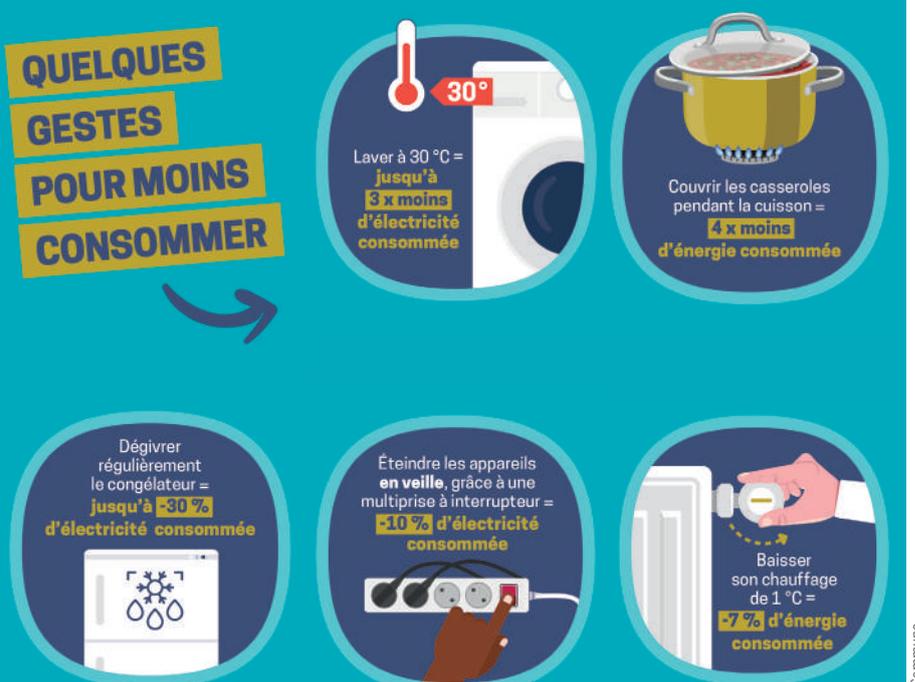
Vous pouvez contacter les conseiller-ère-s France Rénov'. Ils et elles proposent un accompagnement gratuit et personnalisé pour engager des travaux de rénovation énergétique des logements et répondre aux questions concernant la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables. Ils et elles conseillent sur la nature des travaux à réaliser, peuvent orienter vers des artisans et accompagner la demande d'aides financières.

France Rénov'
01 42 87 99 44

LE SAVIEZ-VOUS ?



QUELQUES GESTES POUR MOINS CONSOMMER



Plaine Commune

**GROUPE DES ÉLUS COMMUNISTES,
RADICAUX DE GAUCHE ET CITOYEN-NE-S ENGAGÉ-E-S**

Emploi : les Courneuviennes et Courneuviens ont droit au respect



Pas un jour ne passe sans que les médias et les entreprises ne communiquent sur leurs difficultés à recruter. Ce faisant, ils renvoient une image du chômeur « de confort » et servent la volonté gouvernementale de réduire les allocations chômage et durcir les conditions de leur attribution. Pourtant, la réalité est bien différente, notamment dans les villes populaires comme

la nôtre. Confinés aux petits boulots et à l'intérim, donc à la précarité, nombre de nos concitoyens, dont notamment les plus jeunes, nous font part de l'irrespect dont font preuve de potentiels employeurs lorsqu'ils et elles font acte de candidature. Alors oui, nous le disons avec la plus extrême gravité : les habitantes et habitants de notre ville ont de la valeur et veulent travailler dès lors que les salaires et les conditions de travail proposées sont correctes. C'est le sens de la campagne engagée jusqu'à la fin novembre par la municipalité. Montrer aux entreprises la richesse humaine dont nous disposons et exiger que leurs candidatures à de véritables emplois soient traitées avec sérieux et respect. Le travail doit participer de l'émancipation humaine, pas de son aliénation ! ●

Amina Mouigni, adjointe au maire déléguée aux solidarités et à l'inclusion sociale

GROUPE DES ÉLUS SOCIALISTES, ÉCOLOGISTES ET CITOYENS

Venez débattre à nos côtés le 26 novembre à partir de 13h30 à l'école Louise-Michel



À l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant, la ville organise un temps d'échanges avec les familles, les enfants et des professionnels de l'enfance et des familles. En effet, nos enfants ont des droits : le droit d'être soignés, d'avoir une alimentation suffisante et équilibrée, le droit d'aller à l'école, le droit d'être protégés de la violence, de la maltraitance et de toute

forme d'abus et d'exploitation, le droit d'être protégés contre toutes les formes de discrimination, le droit de ne pas faire la guerre, ni la subir, le droit d'avoir un refuge, d'être secourus, et d'avoir des conditions de vie décentes, le droit de jouer et d'avoir des loisirs, le droit à la liberté d'information, le droit d'avoir une famille, d'être entouré et aimé. Autant de droits que nous devons défendre et garantir à tous les enfants sans distinction partout, tout le temps, et encore plus dans un monde en proie à de nombreux bouleversements. C'est dans ce cadre que je vous invite à participer à nos côtés, à un temps d'échange avec vos élu.e.s, des militant.e.s, des juristes, et des professionnel.le.s de l'enfance et des familles ce samedi 26 novembre à l'école Louise-Michel, au 3, sente de la Souche, en face de la caserne des pompiers. Vous pourrez venir accompagnés de vos enfants puisque des possibilités de garde, de jeux, d'animations et de goûter seront prévues pour eux. Nous comptons sur votre présence ! ●

Oumarou Doucouré, premier adjoint au maire délégué aux droits de l'enfance et de la petite enfance

GROUPE UNION POPULAIRE RÉPUBLICAINE

Le texte du groupe n'est pas parvenu à temps à la rédaction du journal.



GROUPE « ENSEMBLE, RÉINVENTONS LA COURNEUVE »

Le texte du groupe n'est pas parvenu à temps à la rédaction du journal.



ÉLU « L'AUDACE DE L'ESPOIR »

Le texte du groupe n'est pas parvenu à temps à la rédaction du journal.



Les textes de ces tribunes, où s'expriment tous les groupes représentés au conseil municipal, n'engagent que leurs auteurs.

Classes de neige

Souvenirs, souvenirs...

À l'occasion des 70 ans des classes de neige courneuviennes, la Ville souhaite organiser une grande exposition en 2023. Nous avons fait appel à nos archives, mais aussi aux vôtres, ainsi qu'à vos souvenirs.



À la maison Marcel-Paul, Monique partage ses photos.

Monique, 69 ans, (ancienne) école Jean-Jaurès

« Après cette classe de neige, nos parents nous y ont emmenés tous les ans. »

« Notre séjour s'est déroulé en 1964 et 1965 à Saint-Pierre-de-Chartreuse, près de Grenoble. On récupérait toutes les affaires nécessaires aux Bains-Douches, avenue Gabriel-Péri. C'était la première fois que je partais au ski, cela durait un mois, et ce fut le début de longues années de pratique. Après cette classe de neige, nos parents nous y ont emmenés tous les ans! Je me souviens que le dimanche, on faisait des batailles de boules de neige ou des randonnées. On marchait en rigolant et en chantant. L'ambiance était vraiment bonne. Lorsqu'on recevait des colis de nos parents, l'institutrice les partageait avec tous les enfants le soir. C'était super. Mon père était venu nous voir et avait fait des vidéos. Il faudrait que je remette la main sur ces films, rangés quelque part dans un coin de ma maison. Il les avait projetés à l'école pour montrer aux autres parents ce qu'on faisait en classe de neige. »

Bahar, 20 ans, école Charlie-Chaplin

« Si je retournais au ski, j'irais là où je suis allée dans mon enfance. »

« Je suis partie en classe de neige en 2013 à Super-Besse. Des moments inoubliables! Je me souviens encore de plein d'activités. En commençant par la marche en raquettes, le jeu du loup-garou le soir, la visite du village. Les magnifiques montagnes, le lever du soleil le matin... c'était vraiment magique. Ensuite, je me rappelle évidemment du ski : une expérience que j'ai toujours souhaité recommencer. Si j'y retournais un jour, j'irais là où je suis allée dans mon enfance! Je suis très nostalgique... »

Karim, 44 ans, école Robespierre

« C'était la première fois qu'on skiait. »

« C'est en 1989, avec notre instituteur Monsieur Tourniquet, que nous sommes partis à Super-Besse dans le Massif central. Je me rappelle que nous résidions tout près d'un volcan, ce qui était très impressionnant à notre âge! Pour la plupart d'entre nous, c'était la première fois qu'on skiait. Donc, on s'en doute bien, les séances de glisse ont été des moments de rire. Il y a eu des gamelles, notamment avec les départs en tire-fesses! Nous avons aussi visité la fabrique de fromage et eu l'opportunité d'apprendre l'histoire des volcans. »

• Propos recueillis par Isabelle Meurisse

Danièle, 61 ans, école Anatole-France

« C'était merveilleux! »

« Je suis allée en classe de neige à l'hiver 1972, à Pelvoux-Vallouise, dans les Hautes-Alpes. Je me rappelle qu'à l'époque, la Ville nous prêtait tout le matériel : les skis, les chaussures, les pulls, l'anorak... On partait quatre semaines! C'était la première fois que je faisais du ski. On avait classe le matin, puis ski l'après-midi. On découvrait la montagne, c'était merveilleux! On se marrait comme des petits fous! Imaginez : on se retrouvait hors du milieu familial, entre enfants, ensemble, tout le temps! À cet âge-là, on adore ça. On pensait quand même à écrire à nos parents. On racontait ce qui se passait. Je me souviens que le premier jour, on nous a demandé de porter les skis sur l'épaule jusqu'aux pistes, où on déposait le matériel. Ça m'a marquée. Je n'oublierai pas cette montagne magnifique et les blagues que l'on faisait entre nous. Les gens là-bas ne comprenaient pas pourquoi autant d'enfants partaient en classe de neige. Ils disaient qu'on ne pourrait sans doute jamais repartir. Alors que ça a été une aubaine pour nous de faire ce séjour! »

Léa Desjours



La classe de Raymond-Poincaré en 1986, à Bernex.

COLLECTE DE SOUVENIRS

En 2023, la Ville organisera une exposition à l'occasion des 70 ans des classes de neige. Jusqu'au 31 décembre 2022, le service Communication et la municipalité collectent des photos, cartes postales et témoignages de Courneuvien-ne-s ayant bénéficié de ces voyages scolaires. Si vous voulez partager vos souvenirs, c'est le moment!

Envoyez vos documents au 06 09 77 71 48
via SMS ou Whatsapp, ou par mail à
neige@lacourneuve.fr

Mobilisation sociale

Les Enedis ou l'énergie de la grève

Les salariés Enedis de La Courneuve, soutenus par la CGT Énergie 93, ont obtenu une revalorisation de leur salaire, à la suite d'un mouvement de grève qu'ils menaient depuis le 26 octobre. Ils poursuivent la mobilisation pour améliorer leurs conditions de travail.



Les salariés demandaient une augmentation de salaire à Enedis qui a engrangé 900 millions d'euros de bénéfices. À dr., blocage du site pour la quatorzième journée consécutive.

On a choqué le maire de La Courneuve quand il est venu vendredi. On a sorti nos fiches de paie et il a pu voir ! » Malek Bouakkaz, secrétaire général adjoint de CGT Énergie 93, technicien à Enedis depuis douze ans, fait les comptes : certains, qui ont dix-sept ans d'ancienneté, sont payés 1 700 euros malgré une évolution de carrière normale ; un jeune est embauché entre 1 300 et 1 400 euros. L'électricien sort sa dernière feuille de salaire : le taux horaire brut a augmenté de 14 centimes... Malgré une mobilisation qui a duré toute l'année, ses camarades et lui n'ont obtenu que 2,3 % d'augmentation à l'échelle nationale.

Une sacrée détermination

Les salariés d'Enedis, et aussi de GRDF, sont d'autant plus en colère que, dans le même temps, d'autres entreprises de l'énergie ont accordé une hausse substantielle à leurs employé-e-s. « EDF s'est mise en mouvement et 24 heures après, ils avaient deux niveaux de rémunération en plus. Les

sites de stockage de gaz ont obtenu la même chose, de même que les sites de recyclage de déchets urbains à Saint-Ouen et Ivry, souligne Malek Bouakkaz. Pourtant, Enedis a fait un record de 900 millions d'euros de bénéfices pendant le Covid. »

Au-delà des salaires, ce sont aussi les conditions de travail qui se sont fortement dégradées. « Le compteur Linky a supprimé notre travail, lance Malek Bouakkaz. Avant, je relevais les compteurs, j'allais interrompre l'électricité, j'assurais le réglage des disjoncteurs. Désormais, tout cela est fait automatiquement. » Le site de La Courneuve, qui rayonne jusqu'à Gonesse, Villiers-le-Bel, Aubervilliers, Chelles, l'aéroport Charles-de-Gaulle, Pantin ou encore les Lilas, s'occupe en théorie de toutes les petites interventions entre le poste de quartier et les compteurs des particuliers. Or ce sont les sociétés prestataires qui ont posé les nouveaux compteurs Linky qui s'occupent aussi de 80 % du réseau aérien et souterrain. Parallèlement, les postes sont supprimés

ou non renouvelés. « Pour le peu qui nous reste à faire, par exemple quand on demande des compteurs dans un immeuble neuf, les chargés d'affaires ne sont pas assez nombreux par rapport au nombre de dossiers à traiter. De même, on manque de techniciens pour effectuer les branchements. Mais, avec nos salaires, on n'attire personne, c'est ridicule », assène Malek Bouakkaz.

200 euros obtenus

Si on ajoute des procédures disciplinaires à la pelle, les travailleurs expriment aujourd'hui un ras-le-bol qui s'est traduit « par de grosses actions menées un peu partout sur le territoire, notamment en Île-de-France avec des blocages de sites pour revaloriser également les conditions de travail et le service public, explique Romain Rassouw, secrétaire général de la CGT Énergie 93. Car si l'on continue dans cette logique de société anonyme, on n'ira pas bien loin ! » Le 26 octobre, les trente Enedis de La Courneuve, de même que ceux de Noisy-le-Sec, ont décidé de se

mettre en grève et de bloquer les accès du site (chaque site diffère dans son mode d'action), une décision reconduite chaque matin par un vote en assemblée générale. Seules les interventions urgentes, par exemple en cas d'incendie, ont été maintenues.

Leur détermination sans faille, malgré les pressions exercées par la hiérarchie, a été payante, au sens propre du terme. Mardi 8 novembre, la direction d'Enedis a assuré les grévistes qu'ils obtiendraient les 200 euros de revenus supplémentaires exigés, à partir de janvier 2023. « La mobilisation est maintenue au niveau national, précise Malek Bouakkaz. Au niveau local, un prochain rendez-vous est fixé le 30 novembre pour les conditions de travail des agents. Mais nos revendications concernent aussi le respect des usagers. La boutique EDF a fermé définitivement à La Courneuve alors qu'EDF avait promis d'y ouvrir une maison des services publics. C'est totalement inacceptable... » ● Joëlle Cuvilliez et Nicolas Liébault

Les championnes de l'école inclusive

Les accompagnant-e-s d'élèves en situation de handicap (AESH), quasi intégralement des femmes, jouent un rôle fondamental pour la scolarité des élèves. Or, tant leur salaire que leurs conditions de travail ne sont pas à la hauteur.



De gauche à droite, au premier plan, Martine Castro et Asmahane Zouaghi, AESH au collège Raymond-Poincaré, et Samira Naïnan, parente d'élèves élue, revendiquent de meilleures conditions de travail.

On les remarque à peine, discrètement installés au fond de la classe à côté d'un ou deux élèves. Pourtant, elles et ils exercent un métier essentiel : ce sont les Accompagnateurs d'élèves en situation de handicap (AESH), 125 500 professionnel-le-s en France, dont 93 % de femmes. Leur rôle ? Aider les élèves ayant un handicap moteur ou mental pour la mise à jour des cahiers, la prise de notes en classe, les sorties scolaires, les récréations, l'éducation sportive, etc. Martine Castro et Asmahane Zouaghi, habitantes de La Courneuve, sont AESH au collège Raymond-Poincaré. Avec Samira Naïnan, mère d'un élève scolarisé dans le même établissement, elles nous expliquent pourquoi elles sont aujourd'hui mobilisées avec le syndicat SUD Éducation 93.

Selon que les élèves étudient en primaire ou en collège/lycée, les AESH effectuent respectivement 24 ou 30 heures par semaine, répartissant leurs horaires en fonction des besoins. Or, selon le nouveau dispositif appelé « pôle inclusif d'accompagnement localisé » (Pial), un-e AESH doit dorénavant se déployer sur plusieurs établissements avec plusieurs

élèves. « Certains AESH ont trois, quatre, cinq, parfois six élèves et pas beaucoup de temps pour aller d'une école à l'autre. Et il est impossible de faire les heures demandées. On bouche les trous ! » critique vivement Martine Castro. Résultat : « L'élève voit un défilé d'AESH et ne peut pas s'habituer à une personne, alors même qu'une relation de confiance est nécessaire », renchérit Asmahane Zouaghi. « Si on embauchait plus d'AESH, on n'irait pas à droite et à gauche ! » déclarent-elles à l'unisson.

Les AESH revendiquent un temps plein et le Smic

Parallèlement, les postes sont précaires et le métier mal payé. « On a des contrats de trois ans, renouvelables une fois et, au bout de ces six ans, on n'est pas sûrs de bénéficier d'un CDI », détaille Asmahane Zouaghi. Et les deux AESH de révéler les salaires pratiqués : pour des semaines de 24 heures, 800 à 900 euros nets mensuels ; et il faut attendre à peu près quinze ans pour atteindre 1 500 euros. « Pour 30 heures, je suis à 1 100 euros maximum », confie ainsi Martine Castro.

Certes, en 2021, une grille salariale a été créée avec un indice et des échelons, mais le salaire n'en est pas plus élevé pour autant. La conséquence est que, pour compléter la rémunération, il leur arrive d'intégrer le dispositif d'aide aux devoirs. Des AESH travaillent également dans les cantines entre midi et deux... Le résultat de cette dégradation : la démission en France de 800 AESH l'an dernier. Unaniment, les AESH revendiquent un temps plein, rémunéré au Smic, avec des primes, et aussi leur intégration à la fonction publique. Mais ils et elles demandent également à être formés, notamment pour mieux connaître les handicaps des élèves. « Un diplôme est exigé, au minimum le bac, mais si vous travaillez déjà, par exemple neuf mois dans les cantines scolaires, vous pouvez aussi être recruté », constate Martine Castro. Et de raconter l'histoire d'une amie

AESH qui suivait une élève aveugle mais sans formation à ce handicap. Asmahane Zouaghi rebondit sur son expérience personnelle : « Moi, en maternelle, j'avais une élève en chaise roulante et qui convulsait. Ils ne m'ont même pas expliqué quoi faire dans ce cas-là. J'ai dû être conseillée par sa maman ! » Certes, quelques formations existent, mais les places sont limitées. Un rassemblement des AESH s'est déroulé en janvier devant la direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN) du 93, avec les enseignant-e-s, les parents et des élu-e-s. Puis un groupe de travail s'est tenu au rectorat avec tous les syndicats pour réguler les « heures connexes » de « bénévolat » des AESH (aide au secrétariat, à la correction des devoirs, etc.). Une manifestation nationale a aussi eu lieu à Paris en avril. Confiante, Martine Castro a écrit à Geneviève Darrieussecq, alors ministre déléguée chargée des personnes handicapées. Car l'urgence est là, quand on sait aussi que 2 500 élèves sont en attente du traitement de leur dossier par la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) du 93. « Il ne faut pas lâcher ces enfants, surtout ici où il y a beaucoup de problèmes », conclut Asmahane Zouaghi. ● N. L.



Martine Castro assiste un élève dans sa prise de notes.

État civil

NAISSANCES

OCTOBRE

• 21 Mahira SALHA • 23 Diaguely THIAM

MARIAGE

• Diaguely THIAM Amar Boussoualem et Cylia Mebarki • Mohamed El Said ElSayed et Amira Mansour •

DÉCÈS

• Philippe Hyard • Claudine Macheto

NUMÉROS UTILES

PHARMACIES DE GARDE

• consulter monpharmacien-idf.fr

URGENCES

POMPIERS : 18 • POLICE-SECOURS : 17 • SAMU : 15

COMMISSARIAT DE POLICE

• Place du Pommier-de-Bois Tél. : 01 43 11 77 30

MÉDECINS DE GARDE

• Urgences 93 - Tél. : 01 48 32 15 15

CENTRE ANTI-POISON

• Hôpital Fernand-Widal - 200, rue du Faubourg Saint-Denis, Paris - Tél. : 01 40 05 48 48

COLLECTE DES DÉCHETS

Tél. : 0 800 074 904 (gratuit depuis un fixe).

ACCOMPAGNEMENT ET TRANSPORT DES PERSONNES ÂGÉES

Tél. : 01 71 89 66 15. Les mardis et vendredis.

MAIRIE Tél. : 01 49 92 60 00

PLAINE COMMUNE

• 21, avenue Jules-Rimet, 93218 Saint-Denis. Tél. : 01 55 93 55 55

PERMANENCES DES ÉLU-E-S

• M. le maire, **Gilles Poux**, reçoit sur rendez-vous. Pour obtenir une entrevue, vous pouvez lui adresser un courrier à l'hôtel de ville ou lui écrire à l'adresse suivante : mairie@lacourneuve.fr

Pour obtenir un rendez-vous avec les élu-e-s, un formulaire est à remplir à l'accueil de la mairie.

• M^{me} la députée, **Soumya Bourouhara**, reçoit sur rendez-vous. Tél. : 01 42 35 71 97

• M. le président du Conseil départemental, **Stéphane Troussel** reçoit chaque mercredi de 14h à 17h. Pour prendre rendez-vous, écrivez à l'adresse suivante : stephane.troussel@lacourneuve.fr

MÉDIATHÈQUE JOHN-LENNON

Mardi, de 14h à 19h, mercredi et samedi, de 10h à 12h et de 14h à 18h, vendredi, de 14h à 18h. Fermée les lundis, jeudis et dimanches. 9, av. du Général-Leclerc.

PERMANENCES DES ÉLU-E-S SANS RENDEZ-VOUS

Les permanences des élu-e-s de la municipalité reprendront en septembre.

PERMANENCES DE L'ADIL

Permanences d'information/conseil auprès des propriétaires et des locataires des logements privés (copropriété, contrat de location, charges impayées...). **Consultation gratuite.** Centre administratif Mécano,

3, mail de l'Égalité.

RDV avec l'ADIL les deuxième et quatrième jeudis matin du mois, de 8h30 à 12h.

Contactez l'UT Habitat de La Courneuve.

Tél. : 01 71 86 37 71

MÉDIATHÈQUE AIMÉ-CÉSAIRE

Mardi, de 14h à 20h, mercredi, vendredi et samedi, de 10h à 18h, jeudi, de 14h à 18h, dimanche, de 14h à 18h à partir du 17/10.

1, mail de l'Égalité.

Salon du livre et de la presse jeunesse

Le 38^e Salon du livre et de la presse jeunesse en Seine-Saint-Denis se tiendra du mercredi 30 novembre au lundi 5 décembre. Décliné sur le thème « Désirs de mondes », il réunira 280 auteur-e-s et artistes et 400 éditeur-riche-s sur quatre scènes (littéraire, BD, vocale et décodage). Des ateliers d'illustration, des rencontres avec les auteur-riche-s et les illustrateur-riche-s, des séances de dédicaces, des lectures, des films d'animation, des parcours littéraires et une grande exposition seront proposés aux publics individuels, groupes scolaires et centres de loisirs.

Salon du livre et de la presse jeunesse - Espace Paris-Est Montreuil, 128, rue de Paris à Montreuil, métro : ligne 9 / arrêt Robespierre (sortie : rue Barbès). Gratuit pour tous les mercredi, jeudi et vendredi et payant les samedi, dimanche et lundi (ticket d'entrée de 5 euros).

La Poste fermée

Le bureau de la poste La Courneuve ouest, 23, avenue du Général-Leclerc, est temporairement fermé jusqu'au samedi 26 novembre inclus. Tous les services postaux, y compris les retraits de colis et de recommandés, sont transférés à la Poste principale, 54, avenue Gabriel-Péri.



Virginie Salot

Travaux

Des travaux sont toujours en cours rue Anatole-France : la société ECR intervient sur le réseau Enedis jusqu'au 16 décembre et la société Emulithe travaille à la création d'un espace qui sera accessible au public en février 2023.

Crit'Air

Attention ! À partir du 1^{er} janvier 2023, les véhicules Crit'Air 5 (véhicules diesel produits avant 2001) seront totalement interdits à la circulation. Au 1^{er} janvier 2024, ce sera au tour des Crit'Air 4 (diesel avant 2006), puis des Crit'Air 3 (diesel avant 2011 et essence avant 2006), le 1^{er} janvier 2025. Se déplacer dans une zone à faibles émissions mobilité (ZFE-m) avec un véhicule non autorisé ou sans vignette Crit'Air est sanctionné par une amende de 68 euros.

Le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis

et Regards

ont le plaisir vous offrir cette **entrée gratuite***

mercredi 30 novembre

...lundi 5 décembre

2022



à Montreuil, dans toute la France et à la télé!

slpjplus.fr

#inseinesaintdenis

* Valable pour 1 visite / 1 personne.

Cette invitation est à découper

et à présenter aux entrées situées rue Étienne Marcel:

Portes A et B, sans passer par les caisses.

Toute sortie est définitive.

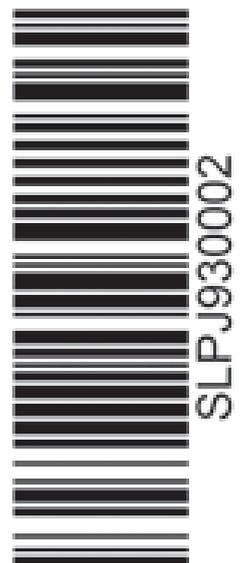
Espace Paris-Est-Montreuil

128, rue de Paris à Montreuil



Thomas

Salon
du LIVRE
et de la PRESSE
jeunesse
en Seine-
Saint-Denis



SALON DU LIVRE ET DE LA PRESSE JEUNESSE EN SEINE-SAINT-DENIS

www.seine-saint-denis.fr

seine-saint-denis
LE DÉPARTEMENT

17 NOVEMBRE

PROPRETÉ OPÉRATION GRANDE LESSIVE

Les agents de Plaine Commune et de la municipalité organisent une opération de nettoyage, rue Crèvecoeur. De 6h à 13h.

EMPLOI AVEZ-VOUS DÉPOSÉ VOTRE CV ?

Dans le cadre de la « bataille pour l'emploi », la Ville va organiser fin novembre une rencontre avec les institutions et les grandes entreprises pour proposer les candidatures collectées. La municipalité vous invite à préparer cette rencontre. **Maison de la citoyenneté James-Marson, 33, avenue Gabriel-Péri, à 17h.**

18 NOVEMBRE

MÉDIATHÈQUE ATELIER DE CONVERSATION

Moment convivial d'échanges entre les participant-e-s et les bibliothécaires sur des sujets d'actualité ou du quotidien. Vous pratiquerez le français en groupe avec l'aide des bibliothécaires. **Médiathèque Aimé-Césaire, de 10h à 11h30.**

PROJECTION GUERRE D'ALGÉRIE

À l'occasion du 60^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, la Ville vous propose une projection-débat autour du film *Ne nous racontez plus d'histoires*, de Carole Filiu-Mouhali et Ferhat Mouhali. **Cinéma L'Étoile, à 19h. Inscription conseillée au 01 71 89 66 32 ou à maisondelacitoyennete@lacourneuve.fr**

19 NOVEMBRE

MOBILISATION CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, les associations Africa et Femmes solidaires 93 vous invitent à rencontrer et à échanger avec Marie-José Zerrouk, mère d'Aurélié, victime de féminicide. Diaporama interactif autour de la définition des violences et de leurs conséquences sur la vie des femmes dans tous les domaines : santé physique et mentale, travail, vie sociale... **1, rue Joliot-Curie, à 14h. Inscription et information : 06 60 11 94 91.**

20 NOVEMBRE

SPORT PARENTS-ENFANTS

À l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant, l'Office municipal des sports organise une journée pour

permettre aux parents et à leurs enfants de faire du sport ensemble. **Gymnase Béatrice-Hess, de 10h à 12h et de 14h à 17h.**

22 NOVEMBRE

FORUM EMPLOI ET HANDICAP

Dans le cadre de la 6^e édition de la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées, Pôle emploi – La Courneuve se mobilise pour la rencontre de quinze recruteurs avec les demandeur-euse-s d'emploi en situation de handicap. **Gymnase El-Ouafi, de 9h à 17h.**

22 ET 23 NOVEMBRE

DANSE LE PETIT B

Avec *Le Petit B*, les tout-petits sont invités à vivre une aventure de la perception. C'est leur corps tout entier qui sera spectateur, ils et elles pourront voir, sentir, toucher, interagir avec les danseurs et les danseuses ou bien rester en retrait. **Centre culturel Jean-Houdremont, à 9h30 et 11h. À PARTIR DE 3 MOIS**

23 NOVEMBRE

DÉBAT VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

La Ville organise une rencontre sur le thème « La fin des violences faites aux femmes commence par le changement de nos sociétés », avec la députée Soumya Bourouaha, Toktam Tajafari, artiste, et le collectif #NousToutes. **Maison de la citoyenneté James-Marson, à 18h30. LIRE P. 4-5**

JUSQU'AU 23 NOVEMBRE

SENIORS ATELIERS MÉMOIRE

Venez renforcer votre mémoire en participant à des ateliers ludiques. **Maison Marcel-Paul, 77, avenue de la République. Ouverte de 9h à 12h et de 13h30 à 17h. Fermée le mardi matin. Information : 01 43 11 80 62 ou par mail maison.marcel.paul@lacourneuve.fr**

JUSQU'AU 23 NOVEMBRE

MOBILISATION BATAILLE DE L'EMPLOI

Vous n'avez pas encore déposé votre CV? La municipalité vous donne rendez-vous le :
 – 17/11, à 9h30 : Allée du progrès et à 14h30 : Gare RER B
 – 18/11, à 9h30 : Guy-Môquet
 – 21/11, à 9h30 et à 13h30 : MPT Cesária-Évora / 55, avenue Henri-Barbusse
 – 22/11, à 14h : Place de la Fraternité
 – 23/11, à 9h : Place Claire-Lacombe et à 14h30 : Gare des Six-Routes

Pour déposer votre CV en ligne, rendez-vous sur <https://notreavis.lacourneuve.fr> ou envoyez-le à moncv@lacourneuve.fr

23 NOVEMBRE

MÉDIATHÈQUE HISTOIRES COMMUNES

Le conteur François Vincent vous propose l'histoire de *Souricette blues*, adaptation musicale et enjouée d'un célèbre conte de Tolstoï. Souricette veut un amoureux. Pas n'importe lequel. Le plus fort du monde ! **Médiathèque Aimé-Césaire, à 11h. DE 18 MOIS À 3 ANS**

26 NOVEMBRE

MOBILISATION DROITS DE L'ENFANT

Dans le cadre de la Journée internationale des droits de l'enfant, la Ville organise une initiative spéciale. Au programme : expositions, ateliers de prévention, lectures de contes, ateliers parents-enfants, sensibilisation au handicap et débat sur le thème : « Droits de l'enfant, devoirs des adultes ». **École Louise-Michel, de 13h30 à 18h.**

27 NOVEMBRE

MÉDIATHÈQUE HISTOIRES COMMUNES

Rendez-vous avec Céline Ripoll pour la lecture d'*Océanie collier des dieux*. **Médiathèque Aimé-Césaire, à 16h. TOUT PUBLIC**

29 NOVEMBRE

EMPLOI TRANSFORMEZ L'ESSAI DE L'EMPLOI

Initiative organisée par le PLIE et France 2023 : opération de détection de publics à même d'être formés et recrutés par les entreprises partenaires de France 2023. Sept formations seront proposées. **Complexe sportif Béatrice Hess, de 13h à 17h.**

2 DÉCEMBRE

CINÉMA NOS FRANGINS

Projection en avant-première du film *Nos frangins* de Rachid Bouchareb, suivie d'un débat. **Cinéma L'Étoile, à 20h. LIRE P. 16**

2 DÉCEMBRE

JONGLAGE TANGLED DROP

Né de la rencontre entre la plasticienne japonaise Tabaimo et le jongleur Jörg Müller, *Tangled Drop* est une immersion dans un univers sonore et visuel singulier. **Centre culturel Jean-Houdremont, à 19h. À PARTIR DE 8 ANS**

3 DÉCEMBRE

FÊTE C'EST PARTI POUR LA GLISSE

La patinoire s'installe un mois dans le cadre de Solid'air de Fête. **Mail de l'Égalité.**

4 DÉCEMBRE

MÉDIATHÈQUE SPECTACLE POST-MORTEM

Spectacle proposé par la compagnie Le Miroir qui fume. Dans son parcours dans l'Hadès, le terrifiant royaume des morts, un homme vivant est à la recherche de son amoureuse et rencontre une galerie de personnages singuliers. Ce voyage, ponctué de chansons et de fantaisies, lui permettra de percer le mystère de la vie après la mort. **Médiathèque Aimé-Césaire, à 16h. TOUT PUBLIC**

7 DÉCEMBRE

FESTIVITÉS GASTRONOMIE COMORIENNE

Repas interculturel organisé par Safina Djoubeyri & Mwendzao Ousseine - Meal Events Traiteur. **Maison de la citoyenneté James-Marson, à 12h. Réservation obligatoire avant le 2 décembre à maisondelacitoyennete@lacourneuve.fr ou au 01 71 89 66 32. TARIF : 10 EUROS**

JUSQU'AU 16 DÉCEMBRE

EXPOSITION PAR NATURE

Exposition d'œuvres, coconstruite avec les professionnelles et usagers de la MPT Youri-Gagarine. Œuvres de la Collection départementale d'art contemporain de la Seine-Saint-Denis. L'exposition a été réalisée avec le concours du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis. **Maison pour tous Youri-Gagarine, 56, rue Anatole-France.**



ÉTATS GÉNÉRAUX DU SPORT

- La Courneuve à l'heure des JOP 2024
- Le sport levier d'une image positive de la ville
- Renforcer la pratique pour tous jusqu'au haut niveau

Maison de la citoyenneté James-Marson



LES ATELIERS DES ÉTATS GÉNÉRAUX DU SPORT DU 19 AU 24 NOVEMBRE 2022

• Samedi 19 novembre, de 10h à 12h30

Thème : **La Courneuve à l'heure des JOP 2024**

- Quelle mobilisation locale pour accueillir l'événement?
- Quels chantiers nouveaux pour renforcer la pratique sportive?

• Mardi 22 novembre, de 18h à 20h30

Thème : **Le sport, levier d'une image positive de la ville**

- Comment le sport peut-il accompagner un récit positif de la ville?

- Comment faire connaître la ville et faire venir à elle par le sport?

• Jeudi 24 novembre, de 18h à 20h30

Thème : **Renforcer la pratique pour tous et toutes jusqu'au haut niveau**

- Comment inciter davantage les Courneuvien-ne-s à l'activité physique.
 - Comment aller vers les publics les plus éloignés et améliorer la santé par le sport?
 - Quelles actions pour les sportif-ve-s d'exception?
- Maison de la citoyenneté James-Marson, 33, avenue Gabriel-Péri.**

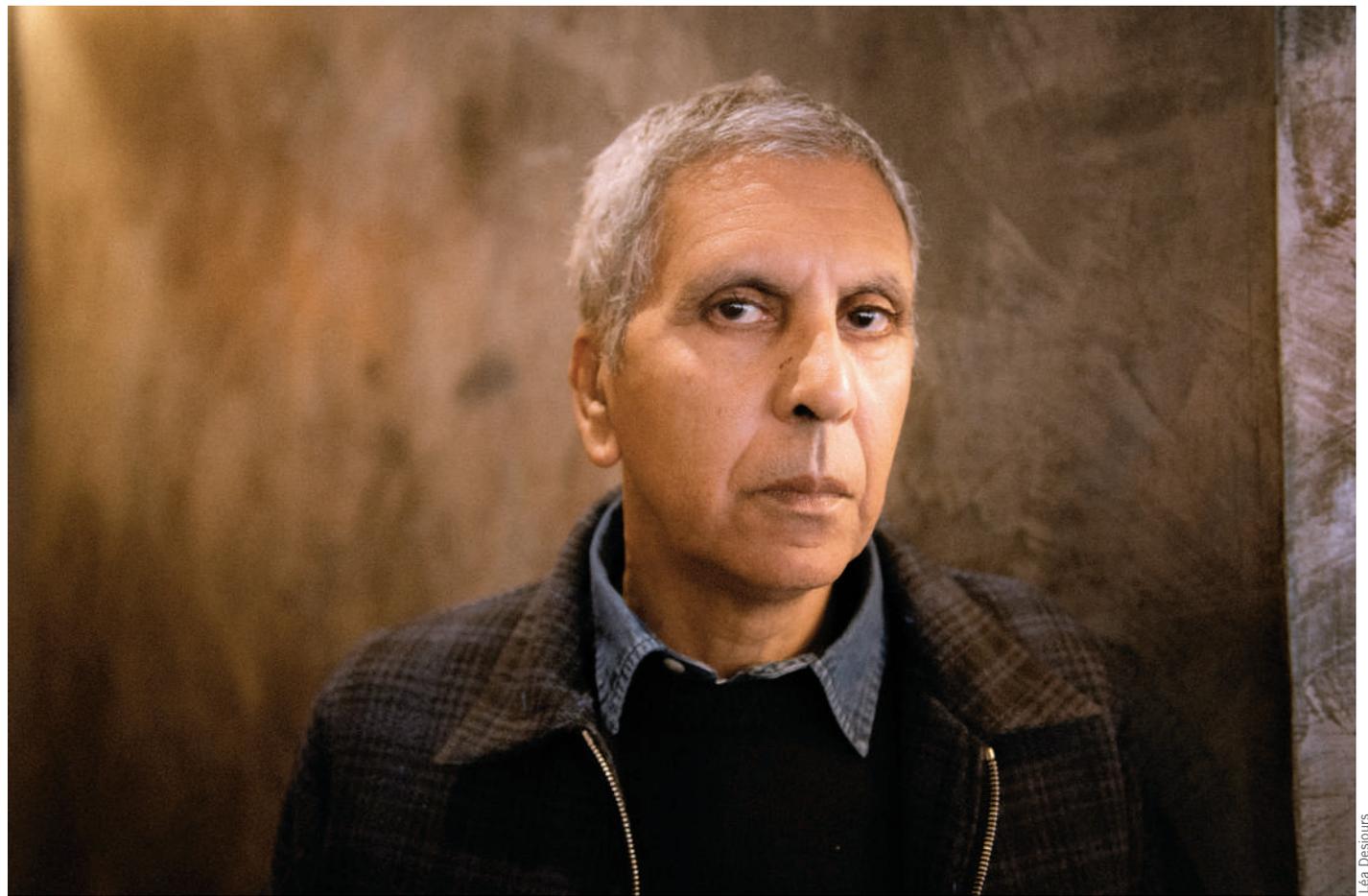
Rachid Bouchareb, scénariste, réalisateur et producteur de cinéma

« Le thème central de mes films, c'est l'injustice »

Dans son long métrage *Nos frangins*, qui fera l'objet d'une projection spéciale à L'Étoile le 2 décembre avant sa sortie en salles, Rachid Bouchareb revient sur le meurtre du jeune Courneuvien Abdel Benyahia par un policier en 1986.

Il entend retracer sur grand écran les pages sombres ou oubliées de l'histoire de France. Après avoir évoqué les combattants nord-africains de la Seconde Guerre mondiale dans *Indigènes* et la guerre d'Algérie dans *Hors-la-loi*, Rachid Bouchareb aborde le double drame survenu au cours de la nuit du 5 au 6 décembre 1986 dans *Nos frangins*. À Paris, en marge d'une manifestation contre le projet de loi Devaquet de réforme de l'université, l'étudiant Malik Oussekinne est tabassé à mort par des policiers à moto. Et à Pantin, Abdel Benyahia, un habitant de la cité des 4 000, âgé de 19 ans, est tué par un policier hors service et complètement ivre alors qu'il tentait d'interrompre une bagarre. Une bavure que les autorités ont étouffée pendant quarante-huit heures, pour ne pas ajouter à la révolte déclenchée par le meurtre de l'étudiant.

« C'est un sujet qui m'intéressait depuis longtemps, indique le cinéaste d'origine algérienne. J'ai appris l'affaire Malik Oussekinne en direct, à la télévision, comme des millions d'autres Français. Et j'ai eu l'information de la mort d'Abdel par le bouche-à-oreille, parce que j'habitais à côté, à Bobigny. À chaque fois qu'il y avait une bavure policière comme ça, l'information remontait par des gens de la communauté et des membres d'associations. La première affaire, très couverte médiatiquement, a caché l'autre. Personne ne connaît l'histoire d'Abdel Benyahia en France, ce film va révéler ça. » Et rendre hommage à



Léa Desjours

deux victimes du racisme institutionnel. « C'est évident, non ? Ils s'appelaient Malik et Abdel ! »

Même s'il est inspiré de faits réels et comporte de nombreuses images d'archives, *Nos frangins* reste une fiction, avec des scènes, des personnages, des réactions, des dialogues inventés. « Je n'aurais pas pu me lancer dans une aventure aussi douloureuse pour les familles si elles s'étaient opposées à ce que je fasse le film, mais je ne les ai pas associées au projet, précise Rachid Bouchareb. Je tenais à leur parler, à leur demander certaines choses, j'ai parlé avec un frère d'Abdel, mais très peu. » Avec le personnage du père d'Abdel, qui subit les événements, il a ainsi voulu représenter

la première génération d'immigré-e-s. « Il est très effacé comme l'étaient mon père, mes oncles, les parents des acteurs du film... Ils rasaient les murs, ils avaient connu la guerre d'Algérie, le couvre-feu, le 17 octobre 1961, alors ils savaient de quoi la police était capable. Ça a changé après. »

La répression exercée contre les Gilets jaunes, les manifestations contre les violences policières et le racisme... Pour le réalisateur, tout renvoie à cette date du 17 octobre 1961, quand la police parisienne a massacré entre 200 à 300 manifestant-e-s rassemblés pacifiquement contre le couvre-feu imposé aux Algérien-ne-s et pour l'indépendance de l'Algérie. « On parle de violences policières comme si ça datait d'hier, mais pour moi ça existe depuis toujours. On ne connaît pas le nombre exact de victimes, on ne connaît pas leurs noms, on ne connaît rien de tout ça. »

Pas question pour autant d'enfoncer la police dans le film, qui introduit le personnage d'un inspecteur chargé d'enquêter mais aussi d'occulter les deux affaires. « C'était intéressant de montrer quelqu'un qui obéit aux ordres mais qui est humainement perturbé par ce qu'il fait. J'ai été marqué par l'histoire de ce policier qui a prévenu les Algériens de son quartier qu'il ne fallait pas aller manifester le 17 octobre. Il y a des gens comme ça dans la police. »

Alors, engagé le cinéma de Rachid Bouchareb? « Ce qui compte, c'est de passer à la discussion. L'injustice, c'est le thème central de mes films. Lors des projections, les gens me disent qu'on vit dans les discriminations, les inégalités et les violences depuis trop longtemps. C'est à eux de faire un choix lors des élections et d'influencer ceux qui nous dirigent pour que les choses changent. Il ne faut pas baisser les bras. » ● Olivia Moulin



Personne ne connaît l'histoire d'Abdel Benyahia en France, ce film va révéler ça. »